



# L'Etat affine la mesure d'audience de ses 800 sites internet avec Eulerian

(), (AFP) -

L'Etat a basculé cette semaine la mesure de la fréquentation et performances de ses sites internet sur les solutions de la PME française Eulerian, répondant notamment aux exigences de souveraineté et de protection des données, a indiqué à l'AFP le Service d'information du Gouvernement (SIG).

L'an dernier, l'Etat a attribué l'appel d'offres de la mesure d'audience de ses quelque 800 sites à cette PME parisienne, afin de remplacer la société bordelaise AT Internet, rachetée en 2021 par l'américain Piano.

L'objectif est de rendre la communication de l'Etat plus efficace, savoir si les campagnes gouvernementales touchent leurs cibles, le taux de réponse des internautes, le temps passé...

Après six mois de déploiement, près de 500 des 800 sites gouvernementaux ont basculé sur la solution d'Eulerian, qui mesure le parcours des internautes - en données anonymisées - ainsi que les performances des campagnes, y compris pour les bannières placées sur d'autres sites, a précisé Eulerian.

Ce spécialiste des logiciels d'analyse des sites, qui emploie une cinquantaine de personnes pour un chiffre d'affaires d'environ 6,5 millions d'euros, a aussi pour atout de proposer l'hébergement des données de fréquentation chez le spécialiste et fleuron français OVH Cloud, qui bénéficie de la certification SecNumCloud, garante de la sécurité et souveraineté des données françaises.

L'appel d'offres pour la fréquentation des sites de l'Etat était d'environ un demi-million d'euros.

Ce choix intervient alors que l'utilisation des outils d'analyse des grands groupes américains est jugée par la CNIL contraire au règlement sur la protection des données personnelles (RGPD), car ils sont soumis au Cloud Act, loi américaine extra-territoriale qui permet à un juge américain de leur réclamer leur données, y compris celles des clients non-américains.

En 2022, la CNIL a d'ailleurs sanctionné des gros sites d'e-commerce français pour avoir utilisé Google Analytics, dont se détournent maintenant les grands sites publics et privés.

Au total, les sites de l'Etat génèrent plus de 800 millions de clics par mois, selon le SIG, qui met en oeuvre depuis trois ans une uniformisation de leurs interfaces. Si chaque ministère est responsable de ses sites, le SIG prévoit de disposer d'ici la fin de l'année d'un tableau de bord général.

"Faire basculer 800 sites de l'Etat sur notre solution est une opération titanesque", a souligné le directeur général de la société Akim Bellour, d'autant qu'il n'y a pas un ministère qui fonctionne de la même façon".

Afp le 22 juin 23 à 18 27.